

## FRONTIÈRES SUD DU PAYS

## La détresse des commerçants

**Dans les fins fonds du pays, là où les hommes tentent d'arracher à une nature hostile ce qu'elle a de mieux à offrir, une rude bataille se mène. Une lutte acharnée pour la survie du plus vieux métier au monde, celui qui pointa dès l'aube de l'humanité pour faire des êtres vivants ce qu'ils sont aujourd'hui : le troc.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Début du mois d'avril 2017. Un groupe d'hommes bien connus des sociétés du Sud se réunit à Adrar. Ils sont un peu plus d'une dizaine pour l'instant mais d'autres les rejoindront en fonction de l'évolution de la situation qui les préoccupe. Une affaire grave qui met en péril toutes les activités auxquelles ils se livrent depuis de très longues années. Une affaire qui compromet aussi et surtout leur devenir et celui de bien nombreuses familles nourries aux fruits de ce commerce ancestral.

Une décision est prise aujourd'hui : prendre attache avec des journalistes et exposer publiquement leur cas dans l'espoir d'une issue rapide qu'ils n'ont pu obtenir à travers toutes les démarches officielles entreprises. Un représentant est désigné pour contacter la presse. Il s'exprime dans un français parfait, se vante d'avoir étudié la langue au Niger, mais affirme se sentir beaucoup plus à l'aise en arabe, cette «langue bien de chez nous» qu'il affectionne par-dessus tout.

Eprouvant des craintes bien connues chez les populations du Sud, il préfère pour l'instant taire son nom. Mais il va en détail dans les explications qui suivent. L'homme est versé dans le commerce du troc, comme tous ceux qui se trouvent avec lui durant cette réunion. «Nous vivons ainsi depuis très longtemps, et jamais nous n'avons connu de véritables entraves ou des problèmes sérieux qui bloquent nos activités.» Ces activités consistent en un procédé bien connu dans populations de ces régions. Echanger des dattes sèches contre un certain nombre de produits en provenance du Mali et du Niger, notamment.

«Il y a une réglementation en la matière, dit-il, nous avons le droit de sortir des frontières uniquement les dattes sèches. Chez nous, c'est un produit peu prisé, elle se vend très peu dans les marchés et finit souvent en nourriture aux animaux. Mais en Afrique, c'est autre chose, elle est très prisée et se vend très bien. Les commerçants africains qui font comme nous du troc nous attendent d'ailleurs chaque année à la même époque pour recevoir la marchandise.»

Le troc de la datte sèche a généré une activité insoupçonnée dans les localités du Sud. Elle implique aussi et surtout une entrée d'argent assurée aux propriétaires de palmeraies aux hommes chargés de la récolte et ceux qui sont versés dans l'acheminement des tonnes de dattes vers leur acheteur qui les stocke à son niveau avant de prendre la route du Mali et du Niger. Une fois sur place, le produit est échangé contre une certaine catégorie de marchandises qui n'a jamais fait l'objet d'une quelconque contestation officielle.

La liste des produits qui traversent nos frontières au retour est la même depuis de longues années : thé, cheptel (ovins, bovins et camélidés), mil et mangues. Pour des raisons qu'ils ont du mal à s'expliquer, les commerçants se sont vu interdire l'acheminement de la banane depuis près de cinq ans. «C'est dommage, elle se jette là-bas, elle pourrait parfois dans les arbres, mais on nous a demandé de ne plus la troquer, nous ne pouvons pas transgresser les lois.»

Il y a peu de temps, de nouvelles directives ont compromis définitivement le commerce. «Au mois de janvier dernier, une lettre des autorités nous a interdit de faire entrer les mangues. Ça c'est un vrai problème, car nous vivons de ce commerce ici.»

Les concernés ont entamé des démarches qui les ont menés, tour à tour, aux ministères du Commerce, de l'Agriculture passant par les autorités locales des wilayas concernées (Tamanrasset, Adrar, In Guezzam). La réponse est toujours la même : «Nous ne pouvons rien vous dire à ce sujet, conformez-vous aux directives.»

Les directives sont appliquées aux frontières par la douane qui refoule systématiquement tout arrivage de mangues. Pour tenter de trouver une issue au problème, les commerçants ont délégué récemment un représentant qui s'est chargé d'acheminer des échantillons de ce fruit aux laboratoires de Chéraga pour certifier leur bonne «santé». En vain.

«Chaque année, nous ramenions des mangues du Mali, elles partent vers le monde entier sans problème mais chez nous, on en a décidé autrement. Cette année, nous avons perdu de très grosses sommes d'argent dans l'achat des dattes sèches. C'est une catastrophe pour nous et toutes ces familles du Sud qui vivent du troc. A Adrar, la mangue qui se vendait à très bas prix dans les marchés est cédée à 500 DA le kg actuellement.

Elle entre en petites quantités par contrebande, par ces réseaux parallèles qui se sont développés pour contrecarrer l'interdit. Un interdit qui frappe depuis peu tout troc



Photo : DR

**La fermeture des accès officiels impose aux commerçants un détour incroyable.**

contre les ovins, les bovins et les camélidés. «On nous a dit qu'il y avait la fièvre aphteuse, soit, mais pourquoi nous interdire dans ce cas-là d'amener des moutons et des chameaux, de quoi allons-nous nous nourrir, comment vivre dans ces conditions ?» s'interrogent nos interlocuteurs.

La conséquence de cette dernière mesure s'est vite fait ressentir sur le terrain. Le kilogramme de viande qui se vendait à 500 DA dans ces régions a quasiment triplé de prix. La situation profite nécessairement aux contrebandiers pour lesquels les allées et venues au Mali et au Niger ne semblent pas poser trop de problèmes.

Tout au contraire, les commerçants versés dans le troc se voient ouvrir la frontière avec le Niger quatre fois par mois. «On ne comprend pas pourquoi ils ont fermé à ce niveau. Avec le Mali, c'est normal, il y a la guerre là-bas, mais au Niger, ce n'est pas vraiment la même chose. Le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois, on nous ouvre les frontières pour sortir notre marchandise, puis il faut attendre le 7 ou le 25 du même mois pour la réouverture et l'entrée des nouveaux produits.»

Le troc avec le Mali s'avère une entreprise beaucoup plus ardue. La fermeture des accès officiels impose aux commerçants un détour incroyable. «Il faut remonter d'Adrar vers Tamanrasset puis se rendre jusqu'au Niger, à 70 km de Niamey, pour remonter vers le nord du Mali, à Gao.

Tout ceci en traversant des pistes dangereuses et interminables. Cela nous fait 3 800 km de plus. Les contrebandiers préfèrent se faufiler et y aller directement, pas comme nous.»

Près de 1 000 camions circulent ainsi entre les zones d'échange. A leur bord, des «chauffeurs, des hommes payés pour charger la marchandise, tous ces emplois sont compromis au Sud, déjà qu'il n'y a pas grand-chose là-bas, pourquoi veulent-ils tuer le peu qui nous sert à vivre ? Pourquoi encourager la contrebande quand on peut faire les choses légalement ? Toute l'Europe achète les mangues au Mali, cela veut dire qu'elles ne présentent aucun danger.»

L'avis n'est pas partagé par l'autre partie. Des sources proches des autorités concernées par ces mesures d'interdiction affirment que ces décisions ont été prises dans un souci de «mieux gérer la crise qui sévit dans notre pays. Le troc est un procédé qui échappe à toute réglementation, il n'a pas de base juridique, c'est pour cela qu'il est difficile de parler d'interdit.

C'est un sujet très sensible, dans une région très sensible. Ces personnes se sont déplacées au ministère du Commerce qui leur a dit qu'il n'était pas à l'origine de ces mesures et c'est vrai, car il n'existe aucun texte là-dessus. Le ministère de l'Agriculture a, quant à lui, un rôle tout autre : celui du contrôle. Il n'a pas le droit d'interdire ou d'autoriser. La crise s'est répercutée partout ; peut-être faut-il attendre...

A Gao comme au nord du Niger, les camions des commerçants n'ont pas été autorisés à acheminer les produits interdits. Les mangues se sont détériorées. D'autres attendent et s'impatientent, toute leur vie dépend de ces tas de dattes sèches et de ce qu'ils pourront en tirer...

A. C.

## IANOR AU SERVICE DES POLITIQUES INDUSTRIELLES ET DE COMMERCE

## Le label Tedj affichera les normes algériennes

**Le forum du quotidien El Moudjahid a ouvert ses portes hier au directeur général de l'Institut algérien de normalisation (Ienor), Djamel Halès, afin d'expliquer le rôle de son institut, ainsi que le mode de labellisation.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - Cet établissement public à caractère industriel et commercial (Epic) a été érigé par décret exécutif n°98-69 du 21 février 1998, modifié et complété par le décret exécutif n°11-20 du 25 janvier 2011.

Ce qu'il faudrait savoir, c'est que la normalisation permet de définir un langage commun entre les acteurs économiques, producteurs, utilisateurs et consommateurs. Elle permet également de définir le niveau de qualité, de sécurité et de prévenir le moindre impact environnemental des produits, des services et des pra-

tiques. Les échanges commerciaux se font ainsi plus faciles, tant sur le plan national qu'international et contribuent à l'établissement d'une meilleure économie, facilitant le quotidien des consommateurs. La norme n'est pas une réglementation, puisque n'étant pas obligatoire.

Elle engage les entreprises à s'aligner sur un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé. La transparence étant de prime, l'ensemble des acteurs doivent communiquer les normes adoptées au niveau de leurs pays, et le remettre au centre mondial ISO, sis à Genève, 60 jours à

l'avance, afin de permettre l'étude de la norme adoptée, à condition qu'elle soit cohérente.

En deçà de la certification obligatoire des produits, conformément au décret 465, Ienor garantit la mise en application de la promotion des travaux, des recherches et essais en Algérie ou à l'étranger, ainsi que l'aménagement d'installations d'essais nécessaires à l'établissement de norme. La mise à disposition de la documentation est assurée par le secrétariat du Conseil national de la normalisation (CNN) et des comités techniques nationaux de normalisation.

Selon M. Halès, l'Ienor est membre des labels, au niveau international, ISO et IEC, et au niveau régional, Aidmo (Organisation régionale arabe) et du Smiic (sise à Istanbul). Le rôle

de l'Ienor étant d'aider les acteurs économiques à accéder aux référentiels normatifs, il se donne les moyens via une normative comprenant plus de 200 000 normes, telles que NA, ISO, BS etc. et une bibliothèque spécialisée munie d'une salle de consultation, ainsi que d'un service d'acquisition où peut se faire le téléchargement des normes et des textes réglementaires, où se font également la recherche et le traitement de l'information normative.

Le Dg de l'Ienor a déclaré que l'institut a pour «vocation d'assister les entreprises et autres organisations, dans le cadre de leur démarche et progrès de performance, pour les aider à s'approprier les référentiels qui leur sont utiles et à déployer les outils adaptés à leurs besoins». Il a égale-

ment dévoilé le label de certification qualité nationale, sous le nom de Tedj. Un label de certification volontaire, délivré par l'Ienor, attestant sa conformité aux normes algériennes.

Aussi, lors de cette conférence, il a été question de la certification Halal, dont le logo n'est pas encore valide, en application aux articles 2 et 4 de l'arrêté interministériel du 14 juin 2016, fixant les conditions et les modalités d'apposition de la mention Halal pour les denrées alimentaires.

Pour conclure, M. Halès déclare, avec un sourire en coin, que «la normalisation se fait avec vous, sans vous ou contre vous», signifiant qu'elle est adaptable sans obliger tout le monde à s'y mettre, mais sera obligé de s'y plier.

M. A.-S.